



Module : Création d'entreprise et partenariat

THÈME :
**LES INCITATIONS FISCALES
ET FINANCIÈRES POUR LES
ENTREPRISES ALGÉRIENNES**

Présenté par :

Zine hiba

Medjana thiziri

Djebari yacine

Cherifi walid

2022-2023

Plan du travail :

Introduction

Section01 : les incitations fiscales

- 1- 1-définition, objectif et typologie.
- 2- 2-les régimes fiscaux en Algérie.
- 3- 3-les incitations fiscales accordés aux entreprises.

Section 02 : incitations financières

- 1- Définition typologie et objectifs
- 2- Les avantages financiers accordés aux entreprises.

Section 03 :

- 1- Les avantages et les inconvénients de ces incitations.
- 2- L'impact des incitations financières et fiscales sur l'économie Algérienne.

Conclusion

Introduction :

L'Algérie, en tant que nation en développement, reconnaît l'importance cruciale de promouvoir la croissance économique et l'essor du secteur privé. Dans cet objectif, les incitations fiscales et financières jouent un rôle majeur en encourageant les entreprises algériennes à investir, innover et créer des emplois. Ces incitations sont des mesures spécifiques mises en place par le gouvernement pour stimuler l'activité économique, attirer des investissements et renforcer la compétitivité des entreprises nationales.

Les incitations fiscales sont conçues pour favoriser la croissance à long terme en offrant des avantages fiscaux ciblés à certains secteurs clés de l'économie, tels que l'industrie manufacturière, les services financiers, les énergies renouvelables, ou encore les petites et moyennes entreprises (PME).

En plus des incitations fiscales, les incitations financières jouent également un rôle essentiel dans le soutien au développement des entreprises algériennes. Elles visent à surmonter les obstacles financiers auxquels les entreprises peuvent être confrontées, en particulier les PME qui peuvent avoir des difficultés à obtenir des financements traditionnels. Les incitations financières encouragent ainsi l'investissement, la création d'emplois et la croissance économique en fournissant des ressources financières nécessaires pour développer et moderniser les activités commerciales.

Dans cet exposé, nous allons examiner en détail les différentes incitations fiscales et financières disponibles pour les entreprises algériennes, en soulignant les opportunités qu'elles offrent ainsi que les limites auxquelles elles peuvent faire face.

Section 01 : les incitations fiscales :

1-Définition des incitations fiscales :

La taxe et l'impôt sont considérés comme des sources importantes pour couvrir les dépenses publiques, En effet ce n'est qu'à partir de la détermination du niveau des prélèvements que l'Etat peut influencer sur le comportement et les décisions des agents économiques.

Dans les pays en voie de développement notamment l'Algérie, cette démarche constitue un moyen privilégié pour relancer l'investissement, dynamiser l'activité économique et accroître l'intention des IDE par l'instrument d'incitation fiscale.

A partir de ce constat, l'incitation fiscale peut être définie comme étant : « une réduction temporaire ou permanente, partielle ou totale de la charge fiscale accordée aux contribuables, à un secteur économique, social ou à toute activité habituellement taxée. »

2-Objectifs des incitations fiscales :

- Le développement régional : en incites les investissements vers des régions ou des zones peu développées ou faiblement dotées d'infrastructures (zones rurales, etc.).

- L'encouragement des exportations : en applique des charges fiscales préférentielles aux entreprises exportatrices, pour générer des devises et d'améliorer la compétitivité des entreprises nationales, surtout dans les pays en voie de développement.
- La création d'emplois : ici consiste à encourager la création d'emplois et la réduction du chômage par le bais d'avantages fiscaux aux entreprises créatrice d'emplois.
- Le développement sectoriel des activités importantes pour leur rôle économique, stratégique ou social dans le développement du pays (agriculture, nouvelles technologies). Cet objectif englobe également la protection des industries naissantes en accordant aux jeunes entreprises la protection nécessaire.

3-Typologie des incitations fiscales :

- Congé fiscal : c'est une forme de dérogation fiscale, utilisée surtout dans les pays en voie de développement pour attirer l'investissement étranger. les entreprises sont exonérées de l'impôt sur le bénéfice pour une durée déterminée (généralement 3 à 5 ans). Cette mesure, est attractive pour les pouvoirs publics parce qu'elle est généralement facile à appliquer.
- Réduction de l'impôt sur le profit des sociétés : Cette incitation consiste à appliquer des taux de prélèvement préférentiels pour encourager et attirer l'investissement (surtout étranger) vers des secteurs ou des régions spécifiques.
- Provision pour investissement : cette mesure vise à encourager les investissements en permettant aux entreprises de déduire de leurs revenus imposables, un certain pourcentage qui peut être alloué à l'investissement.
- Crédit d'impôt pour l'investissement : elle consiste en une réduction directe du montant des taxes qu'une entreprise doit payer. Ce pourcentage est calculé en fonction des montants des investissements réalisés par l'entreprise ou selon d'autres critères d'éligibilité visés par la mesure.
- Réduction des taxes sur les dividendes et revenus transférés à l'étranger : une des mesures visant à attirer les investissements étrangers consiste à exonérer de l'impôt les dividendes transférés à l'étranger par les investisseurs étrangers.

4- Des régimes fiscaux en Algérie :

a-Le régime fiscal réel :

Il fait référence au régime d'imposition des bénéfices des entreprises réalisées en Algérie selon la l'article 148 du code des impôts direct et taxes assimilées le régime fiscal réel concerne des personnes morales quel que soit le montant de leur chiffre d'affaires les personnes physiques dans le

chiffre d'affaires dépassent les 8000000 dinars des personnes physiques dans le chiffre et inférieures à 8000000 dinars et qui ont opté pour le régime fiscal réel

Le régime fiscal réel est divisé en 2 catégories :

L'impôt sur le bénéfice des sociétés pour les SARL SPA

L'impôt sur les revenus global pour les sociétés de personnes (SNC, SCS ...), les personnes physiques et les professions libérales qui ont opté pour le régime réel ou qui ont dépassé le seuil de l'IFU à savoir 8000000DA

De la loi de finances 2022 A introduit deux nouveaux taux

Un taux réduit de l'impôt sur les bénéfices des sociétés de 10% pour les entreprises de production lorsqu'il y a un réinvestissement

Un précompte de l'impôt sur le bénéfice des sociétés de 2% pourcent applicables sur les importations de marchandises destinées exclusivement à la revente en l'état

b-L'impôt forfaitaire unique :

Est un impôt simplifié qui regroupe la taxe sur l'activité professionnelle la taxe sur la valeur ajoutée et l'impôt sur le bénéfice des sociétés où l'impôt sur le revenu global, Les entreprises relevant de ce régime ne sont pas tenues de tenir une comptabilité complète et peuvent déterminer leur bénéfice imposable en appliquant un taux forfaitaire sur leur chiffre d'affaires.

Le taux de l'impôt forfaitaire unique qui est calculé sur le chiffre d'affaires est fixé à 2 niveaux 5 % pour les activités de production et de vente de biens 12% pour les autres activités

c-Régime fiscal réel simplifié :

Ce régime est applicable aux entreprises dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas un certain seuil, mais qui souhaitent malgré tout tenir une comptabilité simplifiée.

Les entreprises relevant de ce régime peuvent déduire un certain pourcentage de leur chiffre d'affaires pour déterminer leur bénéfice imposable

Les taux d'imposition dans le régime fiscal réel simplifié :

Activités commerciales : 7% à 20%

Activités de services : 12% à 35%

Activités industrielles : 15% à 25%

5-Avantages fiscaux accordées aux entreprises :

En Algérie l'investissement est encouragé à travers deux grands dispositifs

- Un dispositif de soutien aux investisseurs qui leur accorde des avantages et des facilités à travers une agence publique spécialisée (l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement) et le Conseil National des investissements.
- Le soutien public à la création d'activités d'auto-emploi cible les jeunes à la recherche d'un emploi, les travailleurs ayant perdu leurs emplois et les personnes sans ou à faibles revenus. Des facilités et un soutien exceptionnel leurs sont accordés.

Les investisseurs :

Lors de l'investissement l'investisseur bénéficie de nombreuses exonérations sur les droits de douane et la TVA frappant les importations ainsi que sur les droits de mutation concernant les acquisitions immobilières

I) DISPOSITIF DE L'AGENCE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DE L'INVESTISSEMENT (ANDI)

1. LE RÉGIME GÉNÉRAL :

a) Au titre de la réalisation :

- Exonération de droits de douane pour les biens non exclus, importés et entrant directement dans la réalisation de l'investissement ;
- Franchise de TVA pour les biens et services non exclus, importés ou acquis localement entrant directement dans la réalisation de l'investissement
- Exemption de droit de mutation à titre onéreux pour toutes les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre de l'investissement concerné.

b) Au titre de l'exploitation :

Les avantages cités ci-dessous sont octroyés pour une durée de trois (03) ans après constat d'entrée en activité établi par les services fiscaux à la diligence de l'investisseur :

- de l'exonération de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) ;
- de l'exonération de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP).

Cette durée peut être portée à (05) ans pour les investissements créant plus de 100 emplois au moment du démarrage de l'activité.

2-LE RÉGIME DÉROGATOIRE :

Le régime dérogatoire comprend deux régimes, à savoir :

- a. Le régime applicable aux investissements portant sur des activités non exclues des avantages et réalisées dans les zones dont le développement nécessite une contribution particulière de l'État

Exemption du droit de mutation à titre onéreux pour toutes les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre de l'investissement.

Franchise de la TVA pour les biens et services entrant directement dans la réalisation de l'investissement qu'ils soient importés ou acquis sur le marché local;

- Exonération en matière de droit de douane pour les biens importés et entrant directement dans la réalisation de l'investissement.

Exonération pendant une période de dix ans (10) d'activité effective de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) et de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP);

- b. . b. Le régime applicable aux investissements présentant un intérêt particulier pour l'économie nationale.
- d'une exonération et/ou franchise des droits, taxes, impositions et autres prélèvements à caractère fiscal frappant les acquisitions opérées tant par voie d'importation que sur le marché local, des biens et services nécessaires à la réalisation de l'investissement ;
 - d'une exonération des droits d'enregistrement portant sur les mutations des propriétés immobilières affectées à la production ainsi que la publicité légale dont elles doivent faire l'objet ;

Auto emploi :

Durant la phase de réalisation du projet :

- les bénéficiaires sont exonérés du droit de mutation touchant les acquisitions immobilières qu'ils effectuent en vue de la création d'activités industrielles ;
- de la TVA pour les acquisitions de biens d'équipement et services entrant directement dans la réalisation de l'investissement.
- Ils bénéficient du taux réduit de 5 % de droits de douanes dans le cas d'importation d'équipements entrant directement dans la réalisation de l'investissement de création et d'extension...

Durant la phase d'exploitation de l'activité :

- ils bénéficient de l'exonération totale de l'impôt sur le revenu global ou de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et ce, pendant une période de trois (3) ans, à compter de la date de mise en exploitation. Cette période peut être allongée dans certains cas...
- Ils sont aussi exonérés de la taxe foncière sur les propriétés pour une durée de trois (3) ans, à compter de la date de réalisation du projet. Cette même période peut être allongée lorsque l'activité est implantée dans une zone à promouvoir.
- Après extinction de la période d'exonération, ces activités bénéficient d'abattements de l'impôt sur le revenu global ou de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, selon le cas, ainsi que sur la taxe sur l'activité professionnelle.

Section02 : les incitations financières :

1-Définition des incitations financières :

Les aides financières pour les entreprises en Algérie sont des dispositifs mis en place pour soutenir le développement économique et industriel du pays en encourageant la création et la croissance des entreprises. Ces aides financières sont généralement accordées par l'État, les collectivités territoriales ou d'autres organismes publics ou privés, et peuvent prendre différentes formes, telles que des subventions, des prêts, des garanties d'emprunt, des exonérations fiscales, des allègements de charges sociales, etc.

2-Les objectifs des aides financières pour les entreprises en Algérie :

sont multiples, mais ils ont généralement pour but de :

- Favoriser la création d'emplois et lutter contre le chômage ;

- Encourager l'investissement et la croissance des entreprises ;
- Stimuler l'innovation et la recherche et développement ;
- Améliorer la compétitivité des entreprises algériennes sur les marchés nationaux et internationaux ;
- Favoriser la diversification économique et la transformation structurelle de l'économie algérienne.

3-typologies :

Les types d'aides financières pour les entreprises en Algérie peuvent varier en fonction de l'organisme qui les accorde, de l'activité de l'entreprise et de ses besoins spécifiques. Parmi les principales formes d'aides financières pour les entreprises en Algérie, on peut citer :

- Les subventions directes : elles consistent en une aide financière directe de l'État ou d'autres organismes publics ou privés pour couvrir tout ou partie des coûts d'un projet d'investissement ou d'une activité spécifique de l'entreprise ;
- Les prêts à taux préférentiels : ils permettent aux entreprises d'emprunter des fonds à des taux d'intérêt inférieurs à ceux pratiqués sur le marché, ce qui réduit le coût de l'emprunt et facilite l'accès au crédit ;
- Les garanties d'emprunt : elles permettent aux entreprises de bénéficier d'une garantie de l'État ou d'autres organismes publics ou privés pour obtenir un emprunt auprès des banques ou des établissements de crédit ;
- Les exonérations fiscales : elles consistent en une réduction ou une exemption des impôts et taxes pour une période déterminée, ce qui réduit les charges fiscales des entreprises et leur permet de réaliser des économies ;
- Les allègements de charges sociales : ils permettent aux entreprises de bénéficier d'une réduction des cotisations sociales pour les salariés, ce qui réduit les coûts de la main-d'œuvre et facilite l'embauche de nouveaux employés.

4-Avantages financiers :

a-Aux investisseurs :

- Des bonifications sur les taux d'intérêt sont accordées pour les crédits octroyés par les banques aux PME dans la phase de création ou d'extension d'activité et les programmes de soutien public à la mise à niveau des entreprises
- La bonification du taux d'intérêt sur les crédits bancaires accordés sur les investissements d'intérêt public réalisés dans les wilayas d'Illizi, Tindouf, Adrar et Tamanrasset
- La bonification du taux d'intérêt sur les crédits d'investissements consentis par les banques et les établissements financiers aux chômeurs promoteurs
- La bonification du taux d'intérêt sur les prêts octroyés par les banques aux entreprises du secteur de l'énergie pour les projets de la production d'électricité, du transport d'électricité et de gaz et de la distribution publique d'électricité et de gaz
- Un financement participatif du Fonds National d'Investissement peut être octroyé aux Sociétés par Actions (Spa) dont le capital est supérieur à 100 millions de DA. La participation peut aller jusqu'à 34% des fonds propres FNI-BAD d'interviens dans le capital des PME, sur le modèle de capital investissement, va apporter des réponses au besoin de financement de cette catégorie d'entreprises et conforter l'allocation de ressources en sa direction. Cette décision permettra également de

solvabiliser la PME pour lui permettre d'accéder plus facilement au crédit bancaire et éventuellement au marché des capitaux.

- Le champ d'intervention du FNI-BAD sera élargi à tous les secteurs porteurs de croissance et générateurs d'emplois : l'industrie et la sous-traitance industrielle, le tourisme, les services financiers, les transports et la logistique, les technologies de l'information des télécommunications et de l'innovation technologique (en particulier les startup), l'agriculture et l'industrie agroalimentaire et la distribution, des projets qui contribuent à un développement durable (les énergies renouvelables et la réduction de l'émission de gaz à effets de serre), le bâtiment et travaux publics et les infrastructures de base.

b-Auto emploi

Les promoteurs bénéficient de financements publics jusqu'à hauteur de 99% de l'investissement (lorsque le montant de l'investissement \leq 5 millions DA) ou de 98 % (lorsque le montant de l'investissement est supérieur à 5 millions DA et inférieur ou égal à 10 millions DA).

Ces financements comprennent un prêt non rémunéré à hauteur de 28 à 29% du montant global de l'investissement et des crédits bancaires à taux bonifiés . Pour le microcrédit le financement sous forme de prêt non-rémunéré peut atteindre 100% lorsqu'il s'agit d'achat de matières premières

Des bonifications sur les taux d'intérêt sont accordées pour les crédits d'investissement consentis par les établissements financiers aux chômeurs

Financement participatif par les Fonds d'Investissement des wilayas chargés de participer au capital des PME créées par les jeunes entrepreneurs

Les promoteurs bénéficient en outre du financement avantageux des équipements par leasing grâce aux nombreuses mesures fiscales accordées aux établissements financiers de leasing

prêts non-rémunérés (PNR) pour l'acquisition de véhicules atelier par les jeunes diplômés du système de formation professionnelle ; prêts non-rémunérés pour la prise en charge du loyer des locaux destinés à la création d'activités de production de biens et de services par de jeunes promoteurs ; prêts non-rémunérés pour la prise en charge du loyer des locaux destinés à la création de cabinets groupés de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ; prise en charge des dépenses éventuelles liées aux études et expertises réalisées ou sollicitées par la CNAC au profit des promoteurs

Section03 : les avantages et les inconvénients des incitations fiscales et financières en Algérie :

1-Avantages :

- Stimuler l'investissement : Les incitations fiscales et financières peuvent encourager les entreprises à investir davantage en Algérie en réduisant les coûts et en offrant des avantages financiers qui augmentent la rentabilité des investissements.
- Créer des emplois : Les incitations fiscales et financières peuvent permettre aux entreprises de créer plus d'emplois en réduisant les coûts de production et en augmentant la rentabilité des investissements, ce qui peut stimuler la croissance économique et réduire le taux de chômage.
- Favoriser la croissance des PME : Les PME sont souvent confrontées à des défis financiers importants. Les incitations fiscales et financières peuvent les aider à obtenir des financements à des taux préférentiels et à réduire leurs coûts, ce qui peut favoriser leur développement et leur croissance.
- Encourager l'innovation : Les incitations fiscales et financières peuvent stimuler l'innovation en encourageant les entreprises à investir dans la recherche et développement (R&D) pour améliorer leur compétitivité et leur productivité.

2-Inconvénients :

- Coût pour l'État : Les incitations fiscales et financières représentent souvent une perte de recettes fiscales pour l'État, ce qui peut avoir un impact négatif sur les finances publiques.
- Inégalités : Les incitations fiscales et financières peuvent favoriser certaines entreprises et certains secteurs économiques au détriment d'autres, créant ainsi des inégalités dans l'économie.
- Abus et fraude : Les incitations fiscales et financières peuvent également être utilisées de manière abusive, notamment en utilisant des montages financiers complexes pour éviter de payer des impôts ou pour obtenir des avantages fiscaux injustifiés.
- Effets pervers : Les incitations fiscales et financières peuvent parfois avoir des effets pervers en encourageant les entreprises à investir dans des activités non rentables, à délocaliser des activités ou à négliger des aspects importants comme la qualité ou l'environnement.

Conclusion :

Les incitations fiscales et financières sont des outils puissants pour stimuler la croissance économique et encourager les investissements dans les entreprises algériennes. Au cours de cet exposé, nous avons pu observer les multiples avantages qu'elles offrent, tels que la réduction de la charge fiscale, l'encouragement à l'innovation et la facilitation de l'accès au financement. Ces incitations ont contribué à attirer des investissements et à favoriser le développement du secteur privé en Algérie.

Cependant, malgré les nombreux avantages, il est important de reconnaître les défis auxquels ces incitations peuvent être confrontées. Des questions telles que la transparence dans l'attribution des avantages fiscaux et financiers, la coordination entre les différents organismes gouvernementaux et la durabilité à long terme de ces mesures doivent être prises en compte.

Afin de maximiser l'efficacité des incitations fiscales et financières, il est essentiel que le gouvernement algérien continue à évaluer et à ajuster ces politiques en fonction des besoins et des évolutions économiques du pays. Une attention particulière devrait être accordée à la simplification des procédures administratives, à l'amélioration de la transparence et à la promotion d'un environnement des affaires attractif et compétitif.

En conclusion, les incitations fiscales et financières pour les entreprises algériennes sont un levier essentiel pour stimuler la croissance économique et favoriser le développement du secteur privé. Avec une politique bien conçue et des mesures adaptées, elles peuvent contribuer de manière significative à la prospérité économique de l'Algérie en encourageant l'investissement, l'innovation et la création d'emplois.

Bibliographie :

Site internet :

- ▶ <https://www.onca.dz/articles/files/file-88GhP4ym7YPb2d6rLMgF.pdf>
- ▶ <https://www.mf.gov.dz/images/pdf/loidefinancecomplementaire/F2022089.pdf>
- ▶ <https://algeriabusiness.info/subventions-publiques/>
- ▶ <https://www.mf.gov.dz/index.php/fr/grands-dossiers/106-l-investissement-en-algerie-ce-qu-il-faut-savoir>
- ▶ <https://aapi.dz/loi-algerienne-sur-linvestissement-n-22-18-du-24-juillet-2022/>

Mémoire :

- ▶ ZERGUINI Sarra, FISCALITE ET PROMOTION DES INVESTISSEMENTS EN ALGERIE, MEMOIRE En vue de l'obtention du diplôme de MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES, UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA, 2019-2020.